

Les Rohingyas, l'une des ethnies «les plus persécutées au monde»

Vanessa Dougnac

Quelque 400 000 musulmans birmans persécutés par la junte de Rangoon sont réfugiés au Bangladesh. La plupart n'ont aucun statut. Reportage dans un des camps

- [Carte de situation du camp de réfugiés au Bangladesh](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/d0c3fbb4-6dbc-11df-94ea-b1120543b320/) <http://www.letemps.ch/Page/Uuid/d0c3fbb4-6dbc-11df-94ea-b1120543b320/>

Des hordes d'enfants oisifs, parfois entièrement nus, courent et jouent, çà et là. Un fil noué à un sac en plastique se transforme cerf-volant, des cailloux en osselets, une tige végétale en corde à sauter. Sur les collines de Kutu Palong près de Cox's Bazar, au sud du Bangladesh, la vie s'invente dans la misère du camp des réfugiés. Les enfants cherchent à tromper le vide de leur existence que ni leur pays d'origine, la Birmanie (Myanmar), ni leur pays d'accueil, le Bangladesh, ne veut reconnaître. Car ils sont les enfants d'un peuple apatride et discriminé, rayé des cartes et privé de droits: les Rohingyas.

L'assistance pour certains

Depuis la fin des années 1970, les Rohingyas fuient leurs terres séculaires de l'Arakan, dans le nord-ouest de la Birmanie. Minorité musulmane tyrannisée par la junte birmane pro-bouddhiste, les Rohingyas sont près de un million à avoir pris la route de l'exil. Ils fuient vers le Bangladesh voisin, mais aussi vers la Malaisie et l'Arabie saoudite. Parfois, désespérés, ils partent à l'aveugle sur des rafiots en pleine mer. Les Nations unies décrivent cette ethnie comme «l'une des plus persécutées au monde». Mais leur tragédie échoue à susciter l'intérêt de la communauté internationale. Et 400 000 d'entre eux vivaient illégalement au Bangladesh, un pays déjà surpeuplé, accablé par la pauvreté, et dont la patience semble être à bout.

«La répression a débuté il y a neuf mois», assure Mustafa Attu, 52 ans. Il est arrivé récemment à Kutu Palong, où s'improvise un bidonville de 20 000 réfugiés illégaux venus des environs. «La police s'est mise à faire des descentes pour nous arrêter, dit-il. J'ai pris peur et je suis venu ici avec l'espoir d'être protégé.» Car sur l'autre colline, et sous l'administration du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), vivent 28 000 Rohingyas ayant obtenu le statut de réfugiés. Ce «privilège» donne droit à des rations de nourriture, enviées par les délaissés qui se massent aux portes du camp officiel, comme si leur proximité pouvait leur en donner la clé. Mais rien n'est moins sûr. Les autorités refusent d'enregistrer de nouveaux réfugiés. «Ils doivent repartir chez eux», réitère le gouvernement de Dacca.

«Prison à ciel ouvert»

En attendant une improbable solution, les Rohingyas illégaux de Kutu Palong se fragilisent: 18,3% des enfants souffriraient de malnutrition sévère. «Nous sommes en train de mourir de faim», affirme Ali Zoar. Lui s'est aventuré, un jour, hors du camp. La police l'a arrêté et détenu durant trois mois. Il dit avoir été battu par les policiers. Sa femme, restée seule au camp avec leurs sept enfants, s'est trouvée sans ressources. «Alors je suis allée mendier, raconte cette dernière. Je partais la journée en laissant les enfants. La santé de mon fils âgé de 10 ans déclinait. Un soir, je l'ai trouvé inconscient. Une heure plus tard, il était mort.» L'hiver passé, les rares organisations présentes ont alerté sur la possibilité d'une crise humanitaire dans cette «prison à ciel ouvert». Physicists for Human Rights a accusé le Bangladesh de freiner l'aide humanitaire. Résultat: Action contre la faim et Médecins sans frontières, les seules ONG à travailler dans le bidonville, sont sur le gril. Tout comme le bureau régional de l'Office humanitaire de la Commission européenne (Echo), l'unique agence à financer une assistance à 33 000 réfugiés illégaux, avec 6,85 millions d'euros versés depuis 2007.

Comment survivent donc les 20 000 Rohingyas du bidonville de Kutu Palong? Peu à peu, les langues se délient. «Les jeunes partent travailler en cachette à l'extérieur du camp», admet Imanshuri, 32 ans. Une activité importante consiste à couper illégalement du bois dans la forêt voisine, puis à le revendre aux réfugiés «enregistrés». Ce n'est pas sans danger. Le mois dernier, Shazida Begum, 10 ans, est partie vers la forêt. «J'étais avec 15 autres enfants, raconte la fillette. Deux policiers ont surgi. Nous nous sommes enfuis, mais j'ai été rattrapée. Les policiers ont mis un couteau sous ma gorge. Ensuite...» Ensuite, Shazida a été violée. Et trois cabanes plus loin, c'est Teeva, 25 ans, qui a elle aussi été violée quinze jours plus tôt. D'après Imanshuri, les viols des femmes Rohingyas seraient fréquents.

«Comme les Rohingyas n'ont aucune source légale d'argent, ils s'impliquent dans des activités criminelles, dénonce Khalid Hossain, chef de la police de Teknaf, à la frontière de la Birmanie. Ils s'adonnent aux vols, aux trafics d'alcool, de drogue et de passeports. La situation sécuritaire pourrait se détériorer.» Les réfugiés sont certes poussés aux extrémités. Dans le camp, Zahera (nom d'emprunt) avoue qu'elle se prostitue pour survivre, «comme beaucoup d'autres femmes Rohingyas». Ses clients sont des villageois qui paient 100 takas (1 euro) la passe, dans sa hutte minuscule et en présence de sa fillette. «Quand je suis à court d'argent, ajoute Zahera, je prie Dieu de m'envoyer des clients.»

Si les bas-fonds de la détresse humaine existent, ils s'incarnent ici, sur ces collines du Bangladesh, parmi les réfugiés Rohingyas.